

NORDINE AÏT HAMOUDA, DÉPUTÉ RCD, EN CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC LES ÉTUDIANTS DE BÉJAÏA

Il promet de graves révélations sur ses détracteurs dans l'affaire de l'assassinat du Rebelle

Le député RCD, Nordine Aït Hamouda, a animé, dans la soirée de lundi dernier, une conférence-débat à la cité universitaire du 17-Octobre 1961 de Béjaïa. Intervenant dans une salle archicomble, le secrétaire national chargé du mouvement associatif et parlementaire du RCD a entamé sa communication par un sévère réquisitoire contre le système éducatif.

«Le pouvoir assumera seul l'échec du système éducatif, qui forme des analphabètes dans toutes les langues enseignées. Nos enfants ne maîtrisent ni l'arabe ni le français et encore moins tamazight et l'anglais», tonna le député du RCD.

Dans une analyse de la situation politique du pays, l'orateur note un net recul des acquis démocratiques chèrement arrachés grâce au sacrifice de plusieurs générations dans les années 1970 et le début des années 1980.

«Le processus démocratique en est toujours à ses premiers balbutiements», a soutenu Nordine Aït Hamouda, qui incite les

jeunes à s'impliquer davantage dans la défense des espaces de liberté grave-

ment menacés, selon lui, par les tenants du système actuel.

«La corruption qui gangrène le pays et la marginalisation des compétences ont poussé des milliers de jeunes et de cadres à fuir le pays, vers d'autres cieux plus cléments», a déclaré le conférencier.

Nordine Aït Hamouda a, également, exprimé son entière solidarité envers le chanteur engagé Ferhat M'henni, sur lequel pèserait une menace de mandat d'arrêt lancé par le tribunal de Bouira et qui vient d'être refoulé de Tunisie avec l'argument que les autorités du pays ne voudraient pas

avoir de problèmes avec l'Algérie. Le député du RCD a qualifié le chanteur engagé Ferhat M'henni de «monument» dans le combat pour l'identité et la culture berbère. Par ailleurs, en réponse à ses détracteurs qui l'accusent d'être derrière l'assassinat du Rebelle, Nordine Aït Hamouda leur

donne «rendez-vous à la fin du procès pour éclairer l'opinion sur les dessous de ces attaques». Il promet des «révélations fracassantes» à propos de certains de ses accusateurs qui se «présentent» comme des amis du Rebelle, s'est-il contenté de signaler. .

A. Kersani

CONSEIL NATIONAL DE L'UGCAA

L'Union en voie de réorganisation après une grave crise interne

L'Union générale des commerçants et artisans algériens a tenu, hier, son premier conseil national après le congrès du 21 novembre dernier. L'Union, qui a réélu Salah Souilah, reprendra ses activités de promotion des activités commerciales après le conflit qui l'a minée ces dernières années.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le conseil national de l'UGCAA s'est tenu hier sur fond de crise interne, ceci en dépit de l'élection de Salah Souilah à la majorité écrasante

lors du 4^e congrès national. Ainsi, au niveau de plusieurs wilayas, l'UGCCA compte deux bureaux parallèles. Cependant, en marge du congrès de l'UGCAA, Salah Souilah a nié l'existence d'un

conflit ou d'un mouvement de contestation au sein de l'Union. Il a seulement évoqué l'exclusion d'un groupe de responsables le 22 juillet dernier. L'UGCAA devrait, par ailleurs, soumettre une plate-forme de revendications aux pouvoirs publics. Les commerçants souhaitent ainsi la réouverture des Galeries algériennes et des marchés fermés. Ces espaces, selon les représentants de

l'UGCAA, pourraient permettre l'éradication du commerce informel, notamment au niveau des grandes villes. Il n'en demeure pas moins que la réalisation du réseau de marchés promis par les autorités de tutelle n'a pas encore vu le jour, au grand dam des commerçants qui affirment que leurs activités sont menacées par le marché parallèle. Il s'agit de 50 marchés de gros, 838 marchés

et 100 marchés de proximité. L'UGCAA ne désespère pas d'obtenir une amnistie fiscale revendiquée depuis plusieurs mois. Cette amnistie concernerait en premier lieu les commerçants dont l'activité a été touchée lors de la décennie noire. Le congrès de l'UGCAA a aussi abouti à la création de fédérations regroupant les diverses activités commerciales.

F.-Z. B.

UN BUS DE TRANSPORT
D'ETUDIANTS SE RENVERSE

Deux blessés

Une dizaine d'étudiants venant de la cité universitaire de Boudouaou pour rejoindre leur faculté à Boumerdès, ont vécu, hier matin, un cauchemar. Le bus de Tahkout qui les transportait s'est renversé. Fort heureusement, seules deux passagères ont été blessées. A notre arrivée vers 9 h15 au niveau de l'Unité médicochirurgicale UMC de la ville de Boumerdès, les deux victimes ont été évacuées vers l'hôpital de Thénia, établissement qu'elles ont quitté après avoir reçu des soins, dira le docteur Naâmani, directeur de santé et de la population de la wilaya de Boumerdès.

Le bus de marque SNVI d'une cinquantaine de places a dérapé et heurté un arbre avant de se retrouver sur le bas-côté. L'accident s'est déroulé dans une descente à l'entrée ouest de l'ex- Rocher noir. Selon un témoin oculaire, c'est au cours d'une manœuvre de dépassement que le bus a dérapé. Les automobilistes de passage ont porté secours aux victimes en attendant l'arrivée des éléments de la Protection civile et les policiers de Boumerdès qui se sont déplacés en nombre sur les lieux.

Sidérés par cet accident qui aurait pu être mortel, certains n'ont pas hésité à poser le problème de la fiabilité et de la sécurité de ces bus orange. Notons que deux de ces véhicules étaient en stationnement par un temps orageux sur l'accotement de la RN5. Et ce n'est malheureusement pas la première fois que les automobilistes font un tel constat. Etaient-ils en panne ?

A. L.

PRIVATISATION

3 unités industrielles mises en concession à Boumerdès

Création de 174 emplois, rentrée de près de 28 milliards de centimes annuellement dans les caisses de l'Etat, en plus de la fiscalité ordinaire. C'est ce qui est attendu de la privatisation de 3 unités industrielles en abandon dans la wilaya de Boumerdès.

Les services des Domaines de la wilaya de Boumerdès ont mis en concession, par adjudication aux enchères publiques, trois infrastructures industrielles, qui dépendaient de l'ex-Enapem (production et commercialisation de produits électroménagers) et de l'Edimco (distribution des matériaux de construction.) Ces entreprises publiques étant disoutes, les infrastructures en question, situées à Si-Mustapha et Laâziv, ont été laissées à l'abandon.

Les services des Domaines les ont proposées aux entreprises à la recherche de sites de production ou pour l'extension de leurs activités. Les services de l'Etat ont fixé des règles de jeu empêchant toute velléité de spéculation.

Plusieurs industriels se sont portés candidats à l'acquisition par le truchement de la concession- 33 ans, renouvelable deux fois. La séance publique s'est déroulée dans la transparence, selon plusieurs participants. «Aujourd'hui, il n'y a pas de spéculateurs. Seuls les véritables investisseurs sont présents», nous dira le gérant de la sarl Soficlef, qui a acquis les droits de jouissance de l'infrastructure de l'ex-Enapam. Un enchérisseur a demandé à vérifier la soumission d'un repreneur, et nous l'avons questionné sur les raisons de sa démarche. «Simple vérification.

Rien d'anormal dans le dossier. Il a proposé plus, il a gagné et c'est tant mieux pour lui», lâchera-t-il. Le propriétaire de la Soficlef a offert 2 090 000 DA pour les infrastructures de l'ex- Enapem dont la mise à prix était de 21 220 668 DA. Bâties sur un terrain de 35 937 m², elles se composent de 2 hangars industriels, 2 blocs administratifs et d'habitations en préfabriqué (18 228 m²). La sarl Soficlef s'engage, selon la fiche technique remise, à créer 100 emplois permanents dans le secteur de la production et la distribution de la serrurerie et de l'outillage. Le second lot, appartenant à l'ex- Edimco, implanté dans la zone d'activité ZA de la commune de Laâziv, se compose d'un magasin, d'un atelier et de bureaux, totalisant une superficie de 1 945 m² construits sur un terrain de 13 167 m². Pour une mise à prix de 2 174 750 DA, un industriel, dernier enchérisseur de la commune limitrophe de Laâziv, Baghlia en l'occurrence, a fait une offre de 4 500 000 DA. Il se propose de

créer une entreprise de production de matériaux de construction. 24 emplois permanents sont prévus. Daoui Slimane, le gérant de la sarl Massinour, spécialisée dans le secteur de l'électricité et de l'éclairage public, a fait la dernière proposition de 2 400 000 DA (mise à prix 1 101 184 dinars) pour la reprise par concession de l'ex-Edimco de Si-Mustapha. Une construction de 354 m² et un terrain de 3 772 m² sont les biens identifiés dans ce site. Le gérant de cette entreprise nous a affirmé que 50 emplois seront créés une fois les infrastructures réceptionnées et aménagées, c'est-à-dire courant janvier 2010. Le directeur des Domaines de la wilaya de Boumerdès, Amaouche Djamel, ne cache pas sa satisfaction quant aux opérations réalisées, en raison «des revenus qui seront perçus et de la création d'emploi», dira-t-il.

Abachi L.

Publicité

ذكرى إلى أبي...

اليوم تمر سنة على رحيلك، وأحفظ وإخوتي بمشاعرنا في أنفسنا لنقول جميعاً "إنا لله وإنا إليه راجعون".

بألمس كنت بيتنا، وكنت وإخوتي نلهمس منك دعواتك لنا.

واليوم، وكل يوم نحياه إن كان في العمر بقية، ينضرع جميعنا إلى الرحمن الرحيم سائلينه الرحمة والمغفرة لك ولأمنا.

وبهذه الذكرى الالهية، تطلب عائلة الأخوة جودي بيرج بوعريريج ومنهم عبد الفلاح وسلهم من كل الذين عرفوا الوالد جودي بشهر أو يسمعون عنه أن يدعو الله له ولأمنا ولجميع موتى المسلمين بأن ينعمدهم بواسع رحمته ويسكنهم فسيح جناته.

أيي، نسأل الله أن يكون لك ولأمنا فاطمة بن عيسى "مقعد صدق عند ملك مقنن".

"يا أيها النفس المطمئنة ارجعي إلى ربك راضية مرضية فادخلي في عبادي وأدخلي جنتي"

نهاية عن جميع أولادك وكل العائلة والأهل إبتك منجي "الزعيم"

OPPOSITION

Nous, locataires du Centre Familial de Ben Aknoun (CFBA), sis «Les Deux Bassins» à Ben Aknoun, considérons comme nulles et de nul effet toutes transactions visant le transfert de propriété des logements que nous occupons en tant que locataires de bonne foi, ainsi que leurs terrains d'assiette, leurs extensions et leurs servitudes (chemins d'accès, parkings, aires de jeux et de repos, buanderies...).

Nous considérons de ce fait ces opérations comme contraires aux lois en vigueur et demandons aux autorités concernées de prendre acte de la présente opposition.